

MICHIGAN STATE
UNIVERSITY



syngenta fondation pour
une agriculture
durable



CONFERENCE REGIONALE SUR LA TRANSMISSION DE LA HAUSSE DES PRIX ALIMENTAIRES MONDIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT GENERAL
(Ouagadougou, 4-6 Avril 2011)

Du 04 au 06 avril 2011, s'est tenue à l'hôtel Palm Beach de Ouagadougou au Burkina Faso, la Conférence Régionale sur la transmission de la hausse des prix alimentaires mondiaux en Afrique de l'Ouest. Cette conférence, organisée par le CILSS en collaboration avec l'Université de Michigan State (MSU), ReSAKSS WA et la Fondation Syngenta, fait suite aux études menées dans six¹ pays de la sous-région dans le but de cerner la problématique de la hausse des prix des produits alimentaires survenue en 2007/2008 et leur transmission sur les marchés de l'Afrique de l'Ouest.

La Conférence régionale a regroupé les différents responsables des Systèmes d'Information des Marchés (SIM) ayant participé aux études, les représentants des Ministères en charge du commerce, de l'agriculture, des cabinets de Premier Ministre ou de la Présidence, de la Société Civile de plusieurs pays (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo et Tchad), les représentants des Organisations internationales (PAM, FAO), des cabinets d'études internationaux, des Organisations Professionnelles Agricoles (ROPPA, ROESOA, RECAO) et les représentants de certaines Organisations sous-régionales (CILSS, ReSAKSS AO).

L'objectif global visé par la conférence était de présenter les résultats des études menées dans six pays de la sous-région sur la problématique de la hausse des prix des produits alimentaires survenue en 2007/2008 et de partager leurs implications avec les décideurs clés de la sous-région afin de permettre une meilleure prise de décision dans ce nouveau contexte de hausse continue des prix.

CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur le Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Promotion de l'Initiative Privée et de l'Artisanat du Burkina Faso. Etaient également présents, le Ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques du Burkina Faso et la Commissaire à la Sécurité Alimentaire du Mali. Outre le discours d'ouverture du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Promotion de l'Initiative Privée et de l'Artisanat du Burkina Faso, elle a été marquée par trois allocutions préliminaires: les discours du Secrétaire Exécutif du CILSS et des représentants de l'Université d'Etat du Michigan et de la Fondation Syngenta. Ces différentes interventions, au-delà des vœux de bienvenue et des souhaits, ont porté sur les opportunités offertes par la conférence pour formuler des recommandations et résolutions pertinentes à l'adresse des décideurs politiques.

DEROULEMENT DES TRAVAUX

La Conférence régionale s'est déroulée en plénière et a été subdivisée en cinq grandes sessions. Chaque session s'est déroulée avec des présentations suivies de discussions d'éclaircissement et d'approfondissement des différents sous-thèmes.

Première journée

Au cours de cette première journée, les débats ont porté sur deux sessions:

Première session : la hausse des prix alimentaires mondiaux de 2007-08 et les réponses nationales et régionales en Afrique de l'Ouest.

La première session a été animée par trois présentations:

- Causes et principales caractéristiques de la hausse des prix alimentaires mondiaux en 2007-08 (par Koffi Amedegto, FAO-Ghana)

¹ Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal

- Les réponses des Etats de Afrique de l'Ouest face à la hausse des prix alimentaires mondiaux (par Moussa NIANG, OMA-Mali)
- Les réponses des institutions régionales de l'Afrique de l'Ouest (par Cissé Moussa, PRA/Marché/CILSS/Burkina Faso)

De ces présentations, il est ressorti que la hausse des prix alimentaires mondiaux en 2007 a été caractérisée par une hausse des indices globaux et spécifiques des produits alimentaires. Elle a eu pour principales causes: (i) les mauvaises récoltes au plan mondial durant la période résultant des aléas climatiques, (ii) l'érosion des stocks mondiaux de céréales et oléagineux, (iii) l'augmentation du coût du pétrole et de l'énergie et (iv) l'augmentation de la production de biocarburant. D'autres causes telles que la croissance démographique, l'augmentation de la demande alimentaire dans les pays émergents, l'accélération de l'urbanisation, les changements alimentaires et l'insuffisance des investissements dans le secteur agricole sont également ressorties. Face à cette hausse, les Etats et les Institutions régionales ont pris des mesures pour juguler la crise. Il s'agit notamment, de mesures destinées à améliorer l'offre des produits, visant à améliorer la production locale ou servant à lutter contre la pauvreté.

Les discussions, suite aux présentations, ont fait les propositions spécifiques suivantes:

- ✓ La prise en compte des facteurs endogènes comme cause de l'instabilité et de la volatilité des prix intérieurs;
- ✓ L'utilisation de mécanismes de contrôle des prix en créant des institutions nécessaires pour un suivi concerté et rigoureux des prix;
- ✓ La création de magasins de référence ou de régulation des prix capables de lutter contre la spéculation;
- ✓ La création de stocks régionaux de sécurité alimentaire pour faire aux variations interannuelles de la production;
- ✓ Le renforcement des capacités des Etats en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires conjoncturelles;
- ✓ Une plus grande cohérence des politiques au niveau national à travers une bonne synergie d'actions entre les services des Conseils de Sécurité Alimentaire, les ministères (Finances, Agriculture, Industrie et Commerce) et les chercheurs et universitaires;
- ✓ La prise en compte de la dimension régionale dans les politiques de sécurité alimentaire.

Deuxième session: Etat des principaux résultats de recherche du projet SRAI et des autres partenaires (FAO, FARM, etc.): Transmission de la hausse des prix sur les marchés de la sous région Ouest Africaine.

La deuxième session a été animée par trois présentations:

- La transmission de la hausse des prix internationaux des produits agricoles dans les pays africains (par Roger Blein, Bureau-Issala/France)
- La transmission de la hausse sur les marchés domestiques de la sous-région (par Sani Laouali Ado SIMA/Niger, Ndiaye Mouhamadou SIM/Sénégal et Boubacar Diallo, MSU/Mali)
- La reconfiguration des bassins de production et de consommation suite à la hausse des prix alimentaires mondiaux (par Soulé Bio Goura, Lares-Bénin)

Les conclusions issues de la seconde session de la première journée ont ressorti le fait qu'il y a bel et bien eu une transmission de la hausse des prix sur les marchés de la sous-région ouest africaine (1/3 de ces hausses, soit 33% ont été transmis aux marchés locaux). Cependant plusieurs facteurs font que les producteurs n'ont pas pu bénéficier pleinement de ces effets de hausse de prix. Les variations

de prix des produits importés se sont transmises sur les prix des produits locaux à des degrés divers. Les pays avec littoral, plus tributaires des marchés mondiaux pour leur approvisionnement en denrées alimentaires, ont été plus touchés que les pays enclavés par la hausse des prix intervenue au niveau international. De même, les couches de la population qui ont été les plus touchées par les transmissions des prix du marché international ont été les consommateurs urbains et les acheteurs ruraux. Enfin, suite à la hausse des prix, on assiste à une dynamique de reconfiguration des bassins de production et de consommation dans la sous-région surtout au niveau de la production de riz.

Les débats de cette session se sont principalement focalisés sur la forte dépendance des marchés régionaux au marché international, l'absence ou la faiblesse des moyens de régulation des prix au niveau national, la nécessité de soutien de la production locale, la mise en place d'une assurance de production, etc. Au delà des nombreux enseignements tirés des études, les discussions ont fait notamment ressortir la nécessité de poursuivre les recherches afin d'approfondir les études déjà réalisées et/ou développer d'autres axes de recherche dans l'objectif d'aboutir à des recommandations encore plus précises à l'attention des décideurs.

Deuxième journée

Au cours de cette deuxième journée, les débats ont porté également sur deux sessions:

Troisième session: Etat des principaux résultats de recherche du projet SRAI et des autres partenaires (ReSAKSS, FAO, etc.): Effets de la hausse sur la consommation des ménages en Afrique de l'Ouest.

La troisième session a été animée par quatre présentations:

- Evolution des dépenses alimentaires dans la sous-région Ouest-Africaine (par Momar Sylla, ANSD/Sénégal)
- Analyse des inégalités d'accès à l'alimentation, de la diversité et de l'insécurité alimentaire dans la sous-région Ouest-Africaine (par Songré Oumarou, INSD/Burkina Faso)
- Analyse des grandes tendances de la consommation alimentaire (MBS) et examen des approches enquêtes budget-consommation et bilans alimentaires (par Maurice Taondyande, ReSAKSS/IITA/ Nigéria)
- L'approvisionnement des pays de la sous-région et l'estimation des prix de parité du riz importé (par Boubacar Diallo, MSU/Mali)

Ces présentations ont principalement fait ressortir l'évolution des dépenses alimentaires, les inégalités d'accès à l'alimentation, les grandes tendances de consommation et l'accroissement de la consommation dans la sous-région. Il faut souligner que la part de l'alimentaire dans les dépenses totales varie considérablement selon les pays et le volume de ces achats augmente quand les ressources du ménage deviennent plus importantes. On note également, un régime alimentaire déséquilibré, caractérisé par une surconsommation des glucides dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest, une hausse de la consommation du riz plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain et une hausse de la consommation par tête du riz, du maïs et du blé au détriment du mil et du sorgho. Enfin, les études ont fait ressortir un accroissement de la consommation d'environ 4,5% par an de 1961 à 2006, alors que la production n'a évolué que de 3,2%. Toutes ces données permettent de dire en perspective qu'il existe un vaste marché à conquérir pour une préférence marquée pour le riz, les produits animaux, les fruits et légumes.

A la suite des présentations, les participants ont fait les recommandations suivantes:

- ✓ inciter les politiques à utiliser ces genres d'études pour des prises de décisions entrant dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ;
- ✓ améliorer la qualité des données afin de réduire les incohérences entre les chiffres et la réalité ;
- ✓ prendre en compte les variations de prix et leur élasticité pour l'analyse de la sécurité alimentaire;
- ✓ promouvoir et développer la transformation des céréales locales traditionnelles pour faciliter leur consommation.

Quatrième session : La hausse des prix alimentaires en 2011. Qu'en savons-nous ?

La quatrième session a été animée par trois présentations:

- Nouveau pic des prix alimentaires mondiaux en 2010 (par Koffi Amedegto, FAO-Ghana)
- La mondialisation inversée : les politiques d'autosuffisance alimentaire sont-elles des réponses viables pour faire face aux crises alimentaires ? (par Nango dembé, MSU/Mali)
- Réponses structurelles à la hausse des prix et offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim (par Mbaye Yade, ReSAKSS/IITA/Nigeria)

Ces dernières ont mis en exergue la forte volatilité des prix au cours des trois derniers mois tout en comparant l'évolution des prix des produits alimentaires de la période actuelle à celle qui a précédé la crise de 2007. Une similitude d'évolution au niveau de certains produits (blé, sucre, céréales et matières grasses) a été observée. Cette hausse de prix constatée serait imputable à certains facteurs tels que la sécheresse sévère entraînant une faible production de blé en Russie en 2010 suivie d'une interdiction des exportations jusqu'en 2011, la révision à la baisse de 50% des exportations de céréales en provenance de l'Argentine pour 2009 /2010, les inondations au Pakistan en 2010 et la tendance haussière des coûts mondiaux des intrants. Deux autres présentations ont également porté sur le contexte de « globalisation inversée » dans lequel se trouve la sous-région avec un retour à une plus grande implication de l'état et à une plus grande prise en compte de la production nationale au détriment du commerce régional et mondial ainsi que sur les réponses structurelles à la hausse des prix avec l'offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole commune de la CEDEAO, ECOWAP et du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

Au terme des débats et discussions, des recommandations suivantes ont été faites:

- Compte tenu du contexte international et des bonnes productions, les Etats doivent renforcer la surveillance des marchés;
- Pour réduire la dépendance, les Etats doivent davantage investir dans l'agriculture pour atteindre une autosuffisance alimentaire à moyen et long terme;
- Privilégier les échanges sous régionaux par rapport au marché international.

Troisième journée

Cinquième et dernière session: Discussion de Panel sur le thème: Quelles leçons avons-nous apprises ?

Cette session, comme indiqué, avait pour objectif de tirer les leçons apprises de la crise de 2007 pour mieux faire face à celle de 2011. En guise d'introduction, deux présentations ont été faites pour

ressortir les principales leçons tirées de la crise précédente par Mr Roger Blein du Bureau-Issala/France et Mr Boubacar Diallo de MSU.

Il a été demandé à un panel composé des représentants du CILSS, de la Ligue des consommateurs du Burkina, ROPPA (réseau des producteurs), du ROESAO, de la Fondation Syngenta, des Importateurs et exportateurs du Niger de donner leur point de vue sur les leçons apprises.

A l'issue des présentations, face à un contexte global d'acceptation d'une plus grande implication des pouvoirs publics, les recommandations suivantes ont été formulées:

- Les mesures prises par les puissances publiques ne doivent pas porter préjudice au bon fonctionnement du marché;
- Les mesures doivent résulter d'une coopération et d'un engagement des principaux opérateurs du marché;
- Des mesures extrêmes doivent être prises lorsque les marchés sont incomplets et insuffisants;
- Les mesures publiques de stabilisation des prix se rapportant aux échanges doivent être accompagnées de mesures complémentaires au niveau régional par rapport à : (i) la faible fluidité des voies de desserte, (ii) le mauvais état des infrastructures de transport, (iii) les tracasseries routières, (iv) les disparités de politiques de part et d'autre des frontières et entre pays de la sous-région;
- Une attention particulière doit être accordée dans le cadre de la recherche, aux facteurs pouvant réduire l'ampleur des instabilités dues aux chocs d'origine endogène ou interne, véritables leviers pour pallier les instabilités de prix d'origine exogène. Il s'agit d'assurer une certaine résilience aux changements du marché international à partir de solutions apportées aux chocs d'origine internes et endogènes;
- Les données fiables sont indispensables à la prévisibilité des crises de quelque nature qu'elles soient et un renforcement des instruments de collecte et de gestion de l'information s'avère nécessaire;
- Enfin, les investissements efficients dans le secteur agricole sont le seul garant d'une véritable sécurité alimentaire car ils induisent une augmentation durable de la productivité et de la production et créent les conditions d'un environnement favorable à l'initiative privée et au bon fonctionnement des marchés.

CEREMONIE DE CLOTURE

Des motions de remerciements ont été adressées aux autorités du Burkina Faso, à la Fondation Syngenta, au CILSS et à l'Université d'Etat du Michigan pour leurs appuis techniques et financiers. Le représentant du Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Promotion de l'Initiative Privée et de l'Artisanat du Burkina Faso, dans son discours de clôture, est revenu sur la pertinence des principaux résultats et recommandations de la conférence avant de souhaiter un bon retour aux participants.